

☐

I'm not robot


reCAPTCHA

I am not robot!

Reponse test fac de droit parcoursup

questionnaire auto évaluation droit réponses corrigé module test licence sciences 2020 Dans le cadre de l'article L.713-2 du code de la propriété intellectuelle, la marque "Parcoursup" est uniquement citée à titre informatif. Parcours Postbac ne se substitue pas à la plateforme Parcoursup ®, et n'entretient aucune relation concurrentielle avec ce dispositif. Questionnaire auto-évaluation réponse, questionnaire droit Parcoursup® corrigé Ce test est obligatoire ! Si vous voulez à l'intérieur de vos vœux, choisir une fac de droit pour intégrer une licence de droit, ou de sciences. Il vous faudra remplir un questionnaire encore appelé "questionnaire d'auto-évaluation". C'est un outil simplement informatif destiné à vous aider.

Nom / Prénom
 Adresse
 Code postal / Ville
 E-mail
 Téléphone

Nom de l'entreprise
 Nom du recruteur
 Adresse de l'entreprise
 Code postal / Ville
 Date / Lieu

Objet : candidature dans le cadre d'un master 2

Madame, Monsieur,

Je me permets de vous soumettre pour la rentrée prochaine ma candidature au Master 2 de que votre université propose sous votre responsabilité.

Actuellement en Master 1 de au sein de votre établissement, j'ai acquis des connaissances approfondies en que j'ai mises en application pendant mes stages réalisés dans l'entreprise. D'ailleurs, le directeur Monsieur, de cette société a été satisfait de mes services et s'engage à m'occuper dans le cadre de la formation. Extrêmement déterminée à exercer le métier de j'aspire votre master 2 inscrit dans la suite logique de mon objectif professionnel puisque son enseignement ciblé me permettra d'approfondir mon savoir-faire dans le domaine et me dirigera vers une carrière spécialisée. Dynamique et rigoureuse(x), j'ai été amené(e) à faire mes expériences à gérer des situations de m'amenant à prendre les décisions adéquates.

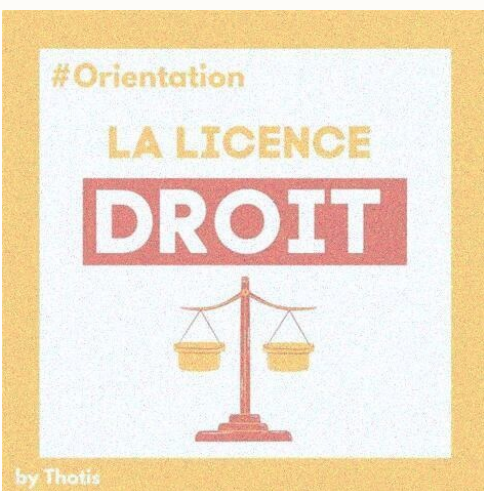
Dans l'attente de vous rencontrer lors d'un entretien de sélection, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération respectueuse.

Signature

Les lycéens qui postulent en licence de droit doivent depuis le 15 janvier remplir un questionnaire composé de 25 questions à choix multiples. Cette étape est obligatoire pour faire vos vœux. Ce test d'auto-évaluation n'est pas transmis aux universités. [cevuufugugi](#) Il reste confidentiel. Parcoursup® : réécriture de votre dossier par un expert Si vous rencontrez des difficultés pour passer le questionnaire pensez à venir le cache de votre navigateur et/ou à changer de navigateur. Si vous n'arrivez pas à recevoir votre attestation ou à la déposer dans votre dossier Parcoursup pour confirmer votre vœu, envoyez un message à [Contact_web@onisep.fr](#) en indiquant le numéro Parcoursup ou l'INE avec lequel vous avez effectué le questionnaire et en précisant "droit". Attention, ce service sera fermé du 28 juillet au 16 août 2023. Aucune attestation ne pourra être envoyée à ces dates. Vous avez déjà peut-être entendu la citation suivante : "Tous les chemins mènent au Droit et le Droit mène à tout !" Très bien, mais, qu'est-ce que le Droit ? Quels sont les métiers du Droit, quelle(s) orientation(s) choisir pour "faire son Droit" ? Le Village de la Justice a exploré le sujet dans un but de clarification et propose ici aux lycéens et à leurs parents une synthèse sous forme de schéma et F.A.Q. (questions/réponses) pour mieux appréhender les études de Droit et leurs débouchés... [xolodabegiki](#) A consulter au plus vite pour prévoir vos études avant l'inscription sur Parcoursup ! Précisions importantes et courtes concernant le schéma ci-dessus : Les concours de la Fonction publique de catégorie A sont accessibles avec un diplôme de l'enseignement supérieur : le plus souvent avec un Bac +3 et pour une petite partie d'entre-eux il faut un diplôme niveau Bac +5 [+1]. Pour accéder à la profession d'enseignant-chercheur, il faut être titulaire d'un Doctorat puis passer un concours de recrutement organisé par les établissements d'enseignement supérieur. L'accès aux écoles d'avocats passe par un examen (et non un concours). La loi "croissance" du 6 août 2015 a créé un nouveau métier : celui de commissaire de Justice qui à compter du 1er juillet 2023 verra la fusion de la profession d'huissier et celle de commissaire priseur judiciaire. La "liste" des métiers cités dans le schéma n'est pas exhaustive.



C'est un outil simplement informatif destiné à vous aider. Vous pourrez ainsi avoir une connaissance des véritables compétences à mobiliser. Les résultats de ces tests sont strictement confidentiels. Ils ne sont pas transmis aux universités concernées.

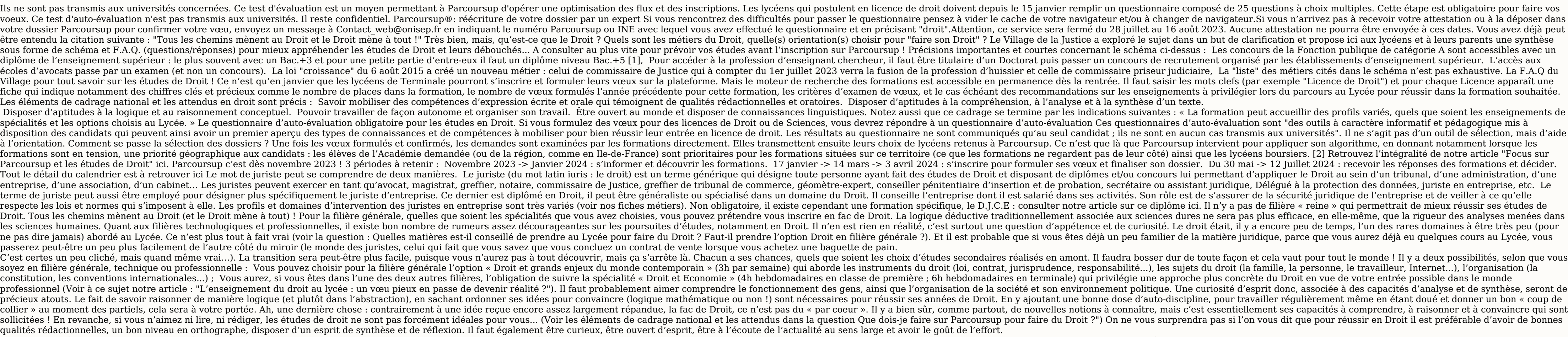


Il ne sont pas transmis aux universités concernées. Ce test d'évaluation est un moyen permettant Parcoursup d'opérer une optimisation des flux et des inscriptions. Les lycéens qui postulent en licence de droit doivent déposer le 15 janvier remplir un questionnaire composé de 25 questions à choix multiples. Cette étape est obligatoire pour faire vos vœux. Ce test d'auto-évaluation n'est pas transmis aux universités. Il reste confidentiel. Parcoursup® : recréature de votre dossier par un expert Si vous rencontrez des difficultés pour passer le questionnaire pensez à venir le cache de votre navigateur et/ou à changer de navigateur. Si vous n'arrivez pas à recevoir votre attestation ou à la déposer dans votre dossier Parcoursup pour confirmer votre vœu, envoyez un message à contact@parcoursup.fr en indiquant le numéro Parcoursup ou l'IN, avec lequel vous avez effectué le questionnaire et en précisant "droit". Précisons, ce service sera fermé du 28 juillet au 16 août 2023. L'effekté d'une attestation ne pourra être envoyée à ces dates. Vous avez le droit de modifier vos vœux jusqu'au 15 janvier 2023. Quel est le contenu du questionnaire ? Le questionnaire est composé de 25 questions à choix multiples. Les questions portent sur la connaissance des universités, la synthèse sous forme de schéma et F.A.Q. (questions/réponses) pour mieux appréhender les études de Droit et leurs débouchés. À consulter au plus vite pour prévoir vos études avant l'inscription sur Parcoursup ! Précisions importantes et courtes concernant le schéma ci-dessus : Les concours de la Fonction publique de catégorie A sont accessibles avec un diplôme de l'enseignement supérieur ; le plus souvent avec un Bac+3 et pour une partie d'entre-eux il faut un diplôme niveau Bac+5 [1]. Pour accéder à la profession d'enseignant chercheur, il faut être titulaire d'un Doctorat puis passer un concours de recrutement organisé par les établissements d'enseignement supérieur. L'accès aux écoles d'avocats passe par un examen (et non un concours). La loi "Croissance" du 6 août 2015 a créé un nouveau métier : celui de commissaire de justice qui à compter du 1er juillet 2023 verra la fusion de la profession d'huisier et celle de commissaire priseur judiciaire. La "liste" des métiers cités dans le schéma n'est pas exhaustive. Les métiers sont classés par ordre de difficulté d'accès. Les métiers de la liste sont classés par ordre de difficulté d'accès. Les métiers de la liste sont classés par ordre de difficulté d'accès. Pour chaque Licence apparaît une fiche qui indique notamment des chiffres clés et précieux comme le nombre de places dans la formation, le nombre de vœux formulés l'année précédente pour cette formation, les critères d'examen de vœux, et le cas échéant des recommandations sur les enseignements à privilégier lors du parcours au Lycée pour réussir dans la formation souhaitée. Les éléments de cadrage national et les attendus en droit sont précis : Savoir mobiliser des compétences d'expression écrite et orale qui témoignent de qualités rédactionnelles et oratoires. Disposer d'aptitudes à la compréhension, à l'analyse et à la synthèse d'un texte. Disposer d'aptitudes à la logique et au raisonnement conceptuel. Pouvoir travailler de façon autonome et organiser son travail. Être ouvert au monde et disposer de connaissances linguistiques. Notez aussi que ce cadrage se termine par les indications suivantes : « La formation peut accueillir des profils variés, quels que soient les enseignements de spécialités et les options choisis au baccalauréat. Les candidats doivent avoir un premier aperçu des types de connaissances et de compétences à mobiliser pour bien réussir leur entrée en licence de droit. Les résultats au questionnaire ne sont communiqués qu'au seul candidat ; ils ne sont en aucun cas transmis aux universités ». Il ne s'agit pas d'un outil de sélection, mais d'aide à l'orientation.

Ce test d'auto-évaluation n'est pas transmis aux universités. Il reste confidentiel. Parcoursup® : réécriture de votre dossier par un expert ! Si vous rencontrez des difficultés pour passer le questionnaire pensez à venir le cache de votre navigateur et/ou à changer de navigateur. Si vous n'arrivez pas à recevoir votre attestation ou à la déposer dans votre dossier Parcoursup pour confirmer votre vœu, envoyez un message à Contact_web@onisep.fr en indiquant le numéro Parcoursup ou l'INE avec lequel vous avez effectué le questionnaire et en précisant "droit". Attention, ce service sera fermé du 28 juillet au 16 août 2023. Aucune attestation ne pourra être envoyée à ces dates. Vous avez déjà peut-être entendu la citation suivante : « Tous les chemins mènent au Droit et le Droit mène à tout ! ». Très bien, mais, qu'est-ce que le Droit ? Quels sont les métiers du Droit, quelle(s) orientation(s) choisir pour « faire son Droit » ?

Le droit est une science qui étudie les règles de conduite qui régissent la vie sociale. Les professionnels du droit et leurs débouchés : À consulter au plus vite pour prévoir vos études avant l'inscription sur Parcoursup ! Précisions : Le droit est une discipline enseignée dès la classe de Seconde. Pour accéder à la formation de juriste, il faut obtenir le baccalauréat. Ensuite, il faut intégrer une école de droit. L'accès à cette formation est très sélectif. Les concours d'entrée sont organisés par les universités. Ils comportent généralement deux épreuves : une épreuve écrite et une épreuve orale. La réussite à ces épreuves permet d'être admis à l'école de droit. Une fois admis, il faut suivre une formation de trois ans. À l'issue de cette formation, les étudiants obtiennent le diplôme de licence en droit. Ce diplôme leur permet d'exercer certaines professions libérales ou de poursuivre leurs études en master puis en doctorat.

La profession d'un Doctorat puis passer un concours de recrutement organisé par les établissements d'enseignement supérieur. L'accès aux écoles d'avocats passe par un examen (et non un concours). La loi « croissance » du 6 août 2015 a créé un nouveau métier : celui de commissaire de Justice qui a compté du 1er juillet 2023 vers la fusion de la profession d'huisier et celle de commissaire priseur judiciaire. La « liste » des métiers cités dans le schéma n'est pas exhaustive. La F.A.Q du Village pour tout savoir sur les études de Droit ! Ce n'est qu'en janvier que les lycéens de Terminale pourront s'inscrire et formuler leurs vœux sur la plateforme. Mais le moteur de recherche des formations est accessible dès maintenant. Pour connaître les métiers du Droit et pour chaque Licence apparaît une fiche qui résume notamment les chiffres clés de la formation, le nombre de places disponibles l'année précédente pour cette formation, les critères d'examen de la formation, les modalités d'admission, les recommandations sur les enseignements à privilégier lors du parcours au lycée pour réussir dans la formation souhaitée. Les éléments de cadrage national et les attendus du droit sont précis. Savoir mobiliser des compétences d'expression écrite et orale qui témoignent de qualités rédactionnelles et oratoires. Développer et affiner ses capacités de compréhension, à l'analyse et à la synthèse d'un texte.



Attention ce test ne sera accessible qu'au lycéen détenteur de ses codes d'accès Parcoursup ou le code INE. Cela dépend de votre cursus et du métier envisagé... Elles vont de 2 ans à 8 ans d'études après le Bac. Les études courtes (2ans) : le DEUST Assistant juridique (Diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques) ; diplôme accessible après le Bac, il se prépare en deux ans et donne accès aux professions de secrétaires et assistants juridiques.

A l'issue l'étudiant peut aussi prolonger ses études et accéder à une licence pro. Les BTS juridiques, ces formations post-Bac de deux ans proposent un enseignement juridique en lien avec un secteur professionnel ou métier donné (BTS notariat ; BTS professions immobilières, BTS assurance). A l'issue, le diplômé pourra intégrer le monde professionnel ou faire le choix de prolonger ses études vers une licence professionnelle ou une école spécialisée. A noter que depuis la rentrée 2021, le D.U.T (Diplôme universitaire de technologie), proposé par certains I.U.T et obtenu au bout de 2 années d'études, n'existe plus et évolue en Bachelors universitaires de technologie (voir ci-après) pour répondre à un besoin d'harmonisation des diplômes au niveau européen. Ces formations courtes et professionnalisantes permettent une insertion plus rapide dans le monde du travail. Les études longues (de 3 ans à 8 ans) : Certains IUT (Institut universitaire de technologie) proposent un B.U.T carrières juridiques pour Bachelors universitaires de technologie (ex-D.U.T : Diplôme universitaire de technologie).

Ce diplôme accessible post-Bac se déroule sur 3 ans à l'issue, l'étudiant pourra accéder à des postes d'assistant juriste, de juriste ou continuer ses études à l'université en intégrant un Master. Les licences mentionnent droit : 3 ans d'études post-Bac, c'est le premier palier des études universitaires. La Licence permet de poursuivre en Master ou d'accéder à une licence pro. les licences professionnelles en Droit : ces licences sont accessibles avec un niveau Bac+2 et permettent aux étudiants d'affiner leur spécialisation en vue d'un secteur d'activité spécifique (assurances, banque, immobilier...). Le Master I correspond à 4 ans d'études après le Bac. Avec un M1, l'étudiant peut accéder à certaines concours comme celui de l'Ecole nationale de la magistrature, des Ecoles de formation avocats, d'accéder au diplôme de juriste-conseil en entreprise... ou encore de poursuivre en Master II. Le Master II représente un niveau supérieur d'étude (Bac +5) à l'issue duquel l'étudiant pourra passer des concours (ex : celui de commissaire de police), entrer dans la vie active ou de poursuivre en Doctorat. Le Doctorat : niveau ultime des études universitaires, qui correspond à un Bac+8. Avec son Doctorat en poche, l'étudiant peut accéder par exemple au métier d'enseignant-chercheur en passant au préalable des concours de recrutement organisés par les établissements d'enseignement supérieur. L'obtention du doctorat ouvre également les portes des carrières académiques et administratives. A l'issue de leurs études, les étudiants peuvent aussi intégrer la fonction publique. La Licence. Le premier diplôme universitaire, en France, est la Licence. Elle dure trois années et débouche sur différents métiers. Elle constitue la première étape vers le diplôme de master, mais elle permet également d'être embauché directement en entreprise, en particulier à la sortie du Bac. Pas tout à fait gratuite : cependant, puisque vous devrez vous acquitter des frais d'inscription universitaires, sans autre coût supplémentaire. Ces frais sont fixés au niveau national et sont donc identiques quelque soit l'université choisie [4]. Voilà pour le post Bac... Mais la formation universitaire en droit est le port d'entrée ouverte à diverses écoles comme par exemple : L'école d'avocats : 1 825 euros [5] Pour l'Ecole Nationale de la Magistrature : surprise, là c'est l'école qui nous paye, la formation est rémunérée ! (comme la plupart des écoles de formation de la fonction publique : greffiers, PJL etc.). A noter également : les « écoles de droit », privées, qui dispensent des formations de type Bac +4. Elles sont évidemment payantes, dans une fourchette de 8 000 à 13 000 euros par an [6] Il existe des facultés de droit un peu partout en France (métropole et Outre-mer) : voir l'annuaire du Portail Universitaire du droit. En principe, l'accès à l'université est libre. Néanmoins, Parcoursup intègre un paramètre de priorité d'affectation géographique, liée au contexte local de l'Académie de rattachement.

Le secteur géographique dépendra de l'adresse de votre domicile renseignée lors de l'inscription sur Parcoursup. À l'entrée de la Licence, votre choix sera limité par le principe de la sectorisation. En clair, il s'agit de vous inscrire dans la fac la plus proche de votre domicile. Si vous souhaitez changer d'académie (choisir une fac à Paris alors que vous habitez à Rennes ou à Marseille par exemple) : vous pouvez choisir une université qui n'est pas dans votre académie via Parcoursup... mais vous êtes fortement encouragé à contacter l'université visée pour lui expliquer et motiver votre choix... surtout pour venir à Paris. Il est donc vivement conseillé d'effectuer un jour dans l'université située dans le département de votre académie afin de rencontrer des étudiants et des professeurs et de vous renseigner sur l'accueil de l'établissement (voir la FAQ : Y'a-t-il de la sélection en Droit ?). Les classements annuels des universités, vous les connaissez peut-être : QS, Shanghai, Times Higher Education, etc. Chaque année, les classements QS, de Shanghai et du Times Higher Education recensent les meilleures universités du monde (voir ici). Selon le classement QS des universités par champ d'études, Harvard, Oxford et Cambridge possèdent les meilleures facultés de droit. Côté français, seule Paris 1 Panthéon-Sorbonne (20ème) titre son épicule du jour. Mais il n'existe aucune raison de dévaloriser les « petites » facultés. Suivre une Licence dans une « petite » fac permet en effet de bénéficier d'un quotidien universitaire agréable et d'enseignants souvent plus accessibles. La concurrence y est aussi bien moins rude, parce qu'il y a moins de monde tout simplement. Ce sera donc peut-être plus facile d'être sélectionné. Suivre une licence dans une « grande » fac, c'est peut-être plus sélectif, mais aussi plus valorisant sur un CV. L'inscription dans une université prestigieuse ne vous garantit pas la réussite. Les spécialistes du Droit ont des avis divergents sur la question. On se le dise, les enseignements ne sont pas moins bons en dehors de Paris et des grandes villes ! D'ailleurs, si vous devez devenir magistrat, notaire ou avocat ou toute autre métier du droit (voir F.A.Q métiers), vos qualités professionnelles ne dépendront certainement pas de votre université d'origine ! Pour faire une fac de droit et s'inscrire en Licence, il faut d'abord être titulaire d'un diplôme de niveau Bac (ou d'une capacité en droit) depuis le 21 janvier 2017, l'inscription se fait par le portail d'orientation en ligne Parcoursup, le portail national de coordination des admissions dans l'enseignement supérieur au début de l'année civile, pour la rentrée de la même année. Une procédure d'inscription est ouverte pour les étudiants étrangers, avec des choix limités au sein des établissements dans lesquels il reste de la place. Il n'y a en principe pas de sélection à l'entrée de la licence en droit, ce qui permet en théorie aux futurs étudiants de s'inscrire où ils veulent. Mais une limitation peut être mise en place en fonction des capacités d'accueil des universités.

Les filières non sélectives, deux cas de figures peuvent se présenter : Les facultés ayant de grandes capacités d'accueil ne mettent pas en place de sélection, tout les étudiants pourront en général être pris ; Les facultés qui n'ont pas une capacité d'accueil suffisante pour que tous les volontaires puissent s'inscrire, mettent en place des critères de sélection en fonction des 5 attendus en droit (par exemple un panel de notes minimum sur certaines matières) ce qui génère un classement parmi les candidats. A cela s'ajoute, ensuite, les critères d'affectation géographique et pour les étudiants boursiers mis en place par Parcoursup (Voir la question : Comment choisir sa fac de droit ? Où sont les universités pour faire du droit ?) A noter pour la suite des études : depuis la loi du 23 décembre 2016, une sélection peut se faire sur dossier et/ou entretien, à l'entrée en Master 1 (Bac+4, à la sortie de la Licence donc), avec, en principe, un droit à la poursuites d'études en Master 2. De nombreuses universités ont mis en place ce système et il importe donc de bien se renseigner ! Les taux de réussite en licence de droit sont parmi les plus élevés toutes disciplines confondues en France. Selon la note flash du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche publiée en octobre 2020, 44,9 % des étudiants inscrits en Sciences politiques ou en Droit ont été diplômés d'une licence quatre ans après leur inscription en L1.

Un chiffre relativement stable par rapport à l'année précédente (46 %).

Autres chiffres à retenir, le taux de réussite de la licence en 3 ans, qui s'élève à 32%. [7] Si vous optez pour la faculté de Droit, la première année de Licence est dite « généraliste ».

Cela va vous permettre de découvrir justement les différents domaines du Droit (droit public ou droit privé, et leurs ramifications). Vous allez progressivement voir par le biais des options pouvoir vous spécialiser dès la L2 pour certaines facultés (exemple : Grenoble) ou plus généralement en L3. Finalement, plus vous allez poursuivre le cursus, plus vous pourrez vous spécialiser, jusqu'en Master 2 où vous pourrez même parfois, là aussi en fonction de ce que les facultés proposent, opter pour des spécialisations très précises (Master 2 Droit de la vigne et du vin à Bordeaux par exemple !). Si vous optez pour un autre parcours post-bac comme un BTS par exemple vous serez « spécialisé » plus rapidement (BTS notariat, BTS assurance ou BTS professions immobilières). Quant à savoir quel domaine choisir, là tout va dépendre de vos envies d'une part, de votre objectif professionnel d'autre part. Si vous êtes par exemple certain de vouloir être avocat en droit de l'environnement, le droit public, le droit administratif et le droit de

Environnement devaient être privilégiés. A l'inverse, si la carrière de magistrat vous intéresse, mieux vaut rester « généraliste » le plus longtemps possible jusqu'au concours.

Enfin, les concours des métiers du Droit ne vous permettent pas de vous spécialiser. Vous devrez toujours passer les concours de la Fonction publique en lien avec le Droit (Ecole nationale de la magistrature, par exemple). Il se peut même que cela vous avantage pour ces concours : en effet, certes moins spécialisée en Droit, vous serez sans doute cependant mieux formée aux attendus de ces concours (culture générale, aisance à l'oral etc.) En revanche, attention : vous ne pourrez pas passer les concours du CRFPA (école d'avocats) à une exception près : « les mentions « carrières judiciaires et juridiques » et « droit économique » du diplôme de l'Institut d'études politiques de Paris » [8]. Il vous faudra dans ce cas repasser par un Master 1 de Droit. S'agissant des écoles de commerce, la réponse est plus nuancée. Il vous faudra voir si le diplôme obtenu est considéré comme un équivalent du niveau demandé pour les concours. Mais par le biais des écoles, vous pourriez suivre des doubles cursus Commerce/Droit qui pourraient vous permettre de postuler à des postes de juriste. Comme l'explique Jean-Michel de Carmo Silva, Professeur de Droit, Responsable du Parcours Droit et Management à Grenoble Ecole de Management : « Les formations juridiques proposées par les écoles de management ne sont pas suffisantes, à elles seules, à offrir ces mêmes débouchés. Par exemple, il n'est pas possible de se présenter à l'examen d'entrée au CRFPA avec un MS ou un Msc qui contiendrait même principalement des enseignements juridiques. Mais ce n'est pas la vocation de ces formations. Elles visent, pour l'essentiel, à compléter l'enseignement d'un diplôme de droit (licence, master) par des enseignements de management et de commerce. Le diplôme de droit est la formation de référence pour accéder à la carrière de juriste. » [9].

Commerce ». On aurait tendance à dire très bons même, vu le nombre de métiers auxquels le Droit donne accès !

Allez, on ne se prive pas d'une petite liste à la Prévert absolument pas exhaustive ! Secrétaire ou assistant juridique, avocat, magistrat, commissaire de justice, notaire, greffier, fonctionnaire de police, juriste d'entreprises ou en cabinets d'avocats, expert-géomètre, greffier des tribunaux de commerce, juriste dans la Fonction publique territoriale (par exemple juriste en marché public) ou d'Etat (Directeur de prison, Directeur d'Hôpital) ainsi que tous les « nouveaux métiers » comme DPO, Complice officer, ou encore Juriste coodir (voir notre article : Petit lexique des nouveaux métiers du droit... Vous trouverez sur le Village de la Justice la rubrique « fiches et métiers du droit » pour ces professions, rubrique que nous alimentons régulièrement de nouvelles fiches... Et pour une approche moins théorique et des témoignages c'est par ici.

est de même pour un juriste qui peut aussi bien travailler pour une entreprise, que pour une association de défense des consommateurs, pour une petite collectivité territoriale, ou pour le service juridique de l'AP-HP... Alors soyons précis : les débouchés des formations en droit ne sont pas bons ou très bons, ils sont excellents ! Et peu de domaines en offrent autant ! Gardons-nous des clichés et des moyennes qui ne disent pas grand chose... Il y a des professions et des professionnels plutôt bien rémunérés dans le monde du Droit, d'autres moins. Le Droit est un secteur très divers, et même au sein d'une même profession, avocat par exemple, les disparités sont très importantes. Retenons quand même qu'il y a des professions aux salaires fixés (magistrats ou enseignants par exemple), d'autres de type privées et plus entrepreneuriales (avocats, notaires...) où les écarts de revenus sont très larges. On peut consulter ici des études de rémunération pour les professions d'avocat ou juriste et l'on trouve sur Internet des évaluations pour les autres professions. Important : le salaire dans les métiers du droit ne peut être la première motivation, tant ce sont des métiers de passion et d'engagement ! Mai 2023 : Attention ! L'article 19 du projet de loi d'orientation et de programmation pour la justice 2023-2027 vise à relever le niveau de diplôme requis pour accéder à la profession d'avocat au niveau du "master" (Master 2 donc), en remplacement de la "maîtrise" (Master 1).

est ou peut être pourvue une mise en conformité avec la réforme des diplômes de l'enseignement supérieur et de conserver un niveau de diplôme équivalent aux autres professions du droit. Plus d'informations ici : Projet de loi d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027 - Sénat. Depuis février 2023, les étudiant.e.s souhaitent poursuivre en Master dispose d'une plateforme pour déposer leurs vœux de poursuite d'étude en Master plus facilement : monmaster.gouv.fr (Plus d'informations ici). Des liens utiles. Nos fiches métiers, nos interviews de professionnels du droit au parcours inspirants et notre rubrique "3 bonnes raisons de devenir...", les sites utiles (Onisep, L'Étudiant, Univirdroit...), les annonces d'emploi, d'alternance et de stage postées sur le Village, notre "Coin des étudiants en Droit"... Rédaction du Village de la Justice Notes de l'article: [1] Source : Portail de la Fonction publique. [2] Une vidéo explicative sur l'examen des candidatures est proposée par Parcoursup (Version 2023) ici. [4] Ils sont (détailés ici). [8] Source : Site du CNB. Tu souhaiterais intégrer une licence de droit à la rentrée prochaine ? Si c'est le cas, tu n'es pas sans savoir qu'un petit questionnaire d'auto-évaluation t'attend pour valider ton vœu d'admission. Pourquoi ce questionnaire ? Combien de questions ? Sur quoi portent-elles ? Les réponses ci-dessous. Un questionnaire obligatoire Le questionnaire d'auto-évaluation est une étape obligatoire pour te frayer un chemin vers la licence de droit. Une fois le questionnaire complété, une attestation de suivi du module sera générée et te permettra de confirmer ton vœu pour cette formation. Ce questionnaire se compose de 25 questions à choix multiples

(CM) plus ou moins générales sur des sujets divers tels que le français, l'anglais ou encore le droit. Je sais ce que tu te dis, « je n'ai aucune connaissance en droit, comment répondre à ces questions ! » Le but de ce questionnaire n'est pas de te décourager, mais de te donner une petite idée de ce que l'on attend de toi en licence de droit. Vois ça un peu comme un petit rite de passage. Cerise sur le gâteau, le score que tu obtiendras ne sera pas communiqué aux universités, le résultat n'est alors que purement indicatif et en aucun cas éliminatoire. Inutile donc de tricherie en allant chercher les réponses sur Internet, tu n'y gagnerais rien de tout, bien au contraire, tu perdrais de précieuses minutes précieuses. Compte environ 30 minutes pour répondre à ce questionnaire d'auto-évaluation (et si tu as besoin d'1 heure, alors ce sera 1 heure, aucune limite de temps n'est indiquée). Lire aussi : Licence de droit : formation, débouchés et salaires à quel sert ce questionnaire ? Le questionnaire d'auto-évaluation en droit sur Parcoursup permet d'évaluer tes connaissances et tes compétences dans le domaine du droit.

Ce questionnaire est notamment utilisé pour les formations universitaires en droit ou en sciences politiques, qui exigent un certain niveau de connaissances et de compétences en la matière. En répondant aux questions du questionnaire, tu pourras te situer par rapport aux attentes des formations et ainsi mieux cibler tes choix de formations. Les résultats de l'auto-évaluation peuvent également t'aider à préparer les épreuves de sélection (s'il y a un concours par exemple), en te permettant de mieux connaître ton niveau de préparation dans ce domaine. Il est donc important de prendre le temps de remplir le questionnaire avec sérieux et répondre le plus précisément possible aux questions posées.

Cela te permettra d'optimiser tes chances d'être accepté(e) dans les formations de ton choix en fonction de ton niveau de connaissance et de compétence en droit.

Tu ne sais pas ou se trouve ce fameux questionnaire d'auto-évaluation ? Pour le trouver, c'est très simple, il te suffit de te connecter à ton dossier Parcoursup, de te rendre dans ta liste de vœux, de sélectionner ton vœu pour une licence de droit puis de cliquer sur « caractéristiques ». Tu peux également retrouver le questionnaire à ce lien, pour ce faire, munis-toi de ton INE ou de ton numéro de dossier Parcoursup. Les questions du questionnaire d'auto-évaluation en droit de Parcoursup Et la question que tu te poses sans doute derrière ton écran, « quelles sont les questions posées ? ». A ce sujet, la plateforme Parcoursup répond que : « Le questionnaire est divisé en cinq sections, correspondant à cinq des attendus présentés sur la plateforme Parcoursup, à savoir : Savoir mobiliser des compétences d'expression écrite et orale qui témoignent de qualités rédactionnelles et oratoires ; Disposer d'aptitudes à la compréhension, à l'analyse et à la synthèse d'un texte ; Disposer d'aptitudes à la logique et au raisonnement conceptuel ;

Certaines questions peuvent recevoir plusieurs bonnes réponses. Au terme du questionnaire le candidat dispose : De l'indication du score (nombre de bonnes réponses) ; cette indication ne doit pas être communiquée avec la candidature en licence. D'une attestation de passage, ne faisant pas mention de son résultat, qui constitue le document dont le téléchargement est exigé, sur la plateforme Parcoursup, pour pouvoir valider une candidature en licence de droit. » Une fois ton questionnaire réalisé, tu pourras téléverser ton attestation de suivi du module sur la plateforme et ainsi valider ton vœu en licence de droit. Lire aussi : Parcoursup : les attendus de la licence de droit Un niveau de difficulté qui fait débat Le questionnaire qu'il faut remplir pour parcoursup en droit est super chaud ? Je suis en PLS – mathew (@thepurestate) January 28, 2021 Mais le questionnaire Parcoursup pour s'inscrire en fac de droit il est abasé, j'ai l'impression de passer le bac déjà – Ju @Julluplary March 14, 2019 Sur les réseaux sociaux, l'heure n'est pas aux réjouissances ! Le questionnaire d'auto-évaluation en droit n'est pas toujours très agréable des élèves... et des professeurs. Interrogé par francinfo, Marc Boninchi, maître de conférence à la faculté de droit de Lyon déclarait : « On confond les attendus du bac et les attendus de première ou deuxième année de fac de droit. Le texte sur la GPA, notamment, me paraît vraiment trop difficile ». Pour d'autres, le niveau du questionnaire semble plutôt équilibré. Simon Vallerois, président de la fédération nationale des Associations représentatives des étudiants en sciences sociales (Ares), déclare quant à lui : « J'ai fait le questionnaire et il ne me paraît pas franchement compliqué. Il faut juste bien lire, prendre son temps et n'importe quel élève de terminale peut répondre aux questions. » Quoi qu'il en soit, une chose est à retenir : la note obtenue à ce questionnaire n'est qu'indicative et ne sera en aucun cas communiquée aux établissements pour lesquels tu as candidaté. Alors même si tu es incapable de répondre à 15 des 25 questions posées, ta note n'aura aucune incidence sur ton admission (ou non) en licence de droit.